

## Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2018





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -76,053 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2018 s'élève à -76,053 Md€ contre -64,888 Md€ à fin décembre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (-11,165 Md€) s'explique

par une augmentation des dépenses nettes de 1,563 Md€, une diminution des recettes nettes de 4,862 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de -4,740 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 329,722 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,058 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,792 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,841 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,379 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,919 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,864 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,544 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,658 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,912 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,695 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,577 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (0,762 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2018 s'élèvent à 329,722 Md€ contre 328,159 Md€ à fin décembre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,563 Md€) résulte principalement des hausses des dépenses de personnel de 2,039 Md€

► **Mission Travail et emploi** : 1,533 Md€, dont 0,769 Md€ au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » et 0,703 Md€ au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 1,483 Md€, dont 1,369 Md€ au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs) » ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,412 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (0,948 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,090 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,522 Md€) ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,986 Md€, essentiellement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,730 Md€).

(écart conforme aux prévisions) et des dépenses d'investissement de 0,687 Md€, compensées en partie par la baisse des dépenses d'intervention de 0,791 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Travail et emploi »).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 252,845 Md€

### Les principales recettes du mois

► **IS net (hors CSB)** : 15,017 Md€ ;

► **TVA nette** : 14,784 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,501 Md€, dont les droits de mutation à titre gratuit pour 1,985 Md€ ;

► **IR net** : 2,949 Md€ ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,722 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 1,018 Md€, dont les produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières (CDC) pour 0,542 Md€ ;

► **Produits du domaine de l'Etat** : 0,955 Md€, principalement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques pour 0,786 Md€ ;

► **Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations** : 0,575 Md€ ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : -0,862 Md€, principalement dû à l'affectation de frais de TH et de TF au compte d'avances aux collectivités territoriales ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,168 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,158 Md€, essentiellement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,037 Md€ et le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) à hauteur de -0,691 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D\*) : 295,421 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2018 s'élevaient à 295,421 Md€ contre 295,976 Md€ à fin décembre 2017. Cette évolution (-0,555 Md€) s'explique notamment par un montant de R&D plus élevé de 13,138 Md€ par rapport à décembre 2017. Cet écart est essentiellement lié à des R&D d'IS (+7,531 Md€), aux remboursements de la contribution de 3 % sur les dividendes distribués, intervenus en 2018, à hauteur de 3,749 Md€ et à des R&D de TH supérieurs de 3,034 Md€ à ceux enregistrés au 31 décembre 2017 à la suite de la prise en charge par l'Etat de la mesure d'exonération progressive. Contribuent également à cette diminution, les

encaissements d'IFI inférieurs de 3,167 Md€ à ceux de l'ISF en 2017, des recettes diverses en baisse de 1,796 Md€ (essentiellement au titre de la contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués, conformément à la prévision), ainsi que l'IS brut pour -0,797 Md€ (-8,329 Md€ en net).

Cet effet négatif est partiellement compensé par des hausses de TVA brute pour 8,295 Md€ (6,700 Md€ en net), de droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 4,564 Md€ (principalement au titre des droits de mutation à titre gratuit pour 3,340 Md€), de TICPE pour 3,209 Md€ et d'IR brut pour 1,593 Md€ (-0,010 Md€ en net).

## Recettes non fiscales : 13,886 Md€

Les recettes non fiscales au 31/12/2018 s'élevaient à

13,886 Md€ contre 13,818 Md€ à fin décembre 2017.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -60,970 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2018 s'élevaient à -60,970 Md€ contre -56,224 Md€ à fin décembre 2017.

Cette évolution (-4,746 Md€) s'explique par des versements à l'Union européenne en hausse de 4,265 Md€, conformément aux prévisions.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 0,824 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » affiche des dépenses pour 9,114 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 10,018 Md€ (essentiellement au titre des échéances de décembre concernant la cotisation foncière des entreprises, la TH et la TF) ;

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 1,808 Md€ (essentiellement des versements à l'Agence de services et de paiement – ASP, principalement au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune), et des recettes pour 7,713 Md€ (essentiellement au titre du remboursement par l'UE du solde des avances versées par l'Etat à l'ASP dans le cadre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des recettes pour 1,424 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement par le budget général) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2018 s'élève à 0,824 Md€ contre 5,564 Md€ à fin décembre 2017. Cette évolution (-4,740 Md€) s'explique essentiellement par la diminution du solde des comptes de commerce pour -3,978 Md€

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » indique des recettes pour 1,311 Md€ (notamment dû à la compensation de l'Etat au titre des dégrèvements de contribution à l'audiovisuel public) ;

► Le compte « **Prêts à des Etats étrangers** » mentionne des recettes pour 0,861 Md€ (essentiellement au titre du remboursement anticipé par l'AFD de ressources octroyées dans le cadre de la convention Etat-AFD sur le prêt accordé à l'Association internationale de développement) ;

► Le compte « **Contrôle de la circulation et du stationnement routiers** » affiche des dépenses pour 0,592 Md€ (principalement dû au titre d'un versement au budget général) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,505 Md€ (principalement au titre de l'acquisition d'actions de la société ORANO SA et de souscription au capital de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures).

(essentiellement le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en diminution de -3,872 Md€ en raison de la recette constatée lors du solde du compte de la COFACE en janvier 2017) et du solde des comptes d'affectation spéciale pour -1,118 Md€.

## Dette financière de l'Etat au 31 décembre : 1 763,168 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de

remboursements de 83,860 Md€). Les montants nets des BTF ont diminué de 13,573 Md€.

\* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	Décembre	2018	2017 retraité 2017 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>19 588</b>	<b>-76 053</b>	-64 888	-67 783	5
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>24 269</b>	<b>329 722</b>	328 159	326 775	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>36 275</b>	<b>252 845</b>	257 707	253 428	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	2 949	73 010	73 020	73 020	
- IS *	15 017	27 386	35 715	35 715	
- TVA	14 784	156 729	150 029	152 419	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>7 582</b>	<b>824</b>	5 564	5 564	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>-3 290</b>	<b>116 976</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>236</b>	<b>1 763 168</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Dépenses de personnel	10 957	129 626	127 587	127 612
Dépenses de fonctionnement	2 918	54 036	54 314	53 857
Charges de la dette de l'Etat	1 369	41 541	41 697	41 697
Dépenses d'investissement	1 194	11 811	11 124	11 124
Dépenses d'intervention	7 608	90 173	90 964	90 012
Dépenses d'opérations financières	223	1 544	1 481	1 481
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>24 269</b>	<b>329 722</b>	<b>328 159</b>	<b>326 775</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	36 942	295 421	295 976	295 633
Recettes non fiscales	4 230	13 886	13 818	13 818
Prélèvements sur recettes	-5 326	-60 970	-56 224	-60 161
Fonds de concours	429	4 508	4 137	4 137
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>36 275</b>	<b>252 845</b>	<b>257 707</b>	<b>253 428</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>41 601</b>	<b>313 815</b>	<b>313 931</b>	<b>313 589</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>12 007</b>	<b>-76 877</b>	<b>-70 451</b>	<b>-73 347</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 914	165	1 283	1 283
Solde des comptes de concours financiers	8 419	619	263	263
Solde des comptes de commerce	1 079	-19	3 959	3 959
Solde des comptes d'opérations monétaires	471	2 352	-667	-667
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>7 582</b>	<b>824</b>	<b>5 564</b>	<b>5 564</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>19 588</b>	<b>-76 053</b>	<b>-64 888</b>	<b>-67 783</b>



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 957</b>	<b>129 626</b>	<b>127 587</b>	<b>127 612</b>
Rémunérations d'activité	6 452	74 479	72 991	73 005
Cotisations et contributions sociales	4 449	54 419	53 878	53 888
Prestations sociales et allocations diverses	56	728	718	719
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>13 312</b>	<b>200 096</b>	<b>200 571</b>	<b>199 163</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>992</b>	<b>991</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 918</b>	<b>54 036</b>	<b>54 314</b>	<b>53 857</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 486	25 174	26 433	26 107
Subventions pour charges de service public	432	28 862	27 881	27 750
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>1 369</b>	<b>41 541</b>	<b>41 697</b>	<b>41 697</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 369	41 541	41 697	41 697
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 194</b>	<b>11 811</b>	<b>11 124</b>	<b>11 124</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	984	9 149	8 575	8 575
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	210	2 662	2 548	2 548
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>7 608</b>	<b>90 173</b>	<b>90 964</b>	<b>90 012</b>
Transferts aux ménages	3 324	44 900	44 077	43 692
Transferts aux entreprises	2 059	15 929	16 532	16 726
Transferts aux collectivités territoriales	798	8 150	7 834	7 901
Transferts aux autres collectivités	1 422	21 167	22 486	21 659
Appels en garantie	4	26	35	35
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>223</b>	<b>1 544</b>	<b>1 481</b>	<b>1 481</b>
Prêts et avances	85	155	281	281
Dotations en fonds propres	136	834	637	637
Dépenses de participations financières	2	554	564	564
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>24 269</b>	<b>329 722</b>	<b>328 159</b>	<b>326 775</b>





unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2018		Cumul à fin décembre 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES <sup>(1)</sup></b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants <sup>(1)</sup>	0	1	6	2	0
Fonds pour la transformation de l'action publique <sup>(1)</sup>	20	0	20	0	0
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>122</b>	<b>205</b>	<b>2 963</b>	<b>2 963</b>	<b>2 836</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	83	137	1 880	1 880	1 790
Diplomatie culturelle et d'influence	18	39	720	720	674
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	29	363	363	372
Présidence française du G7 <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>213</b>	<b>250</b>	<b>2 756</b>	<b>2 822</b>	<b>3 023</b>
Administration territoriale	157	175	1 727	1 719	1 703
Vie politique, culturelle et associative	1	4	171	176	371
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	56	70	858	927	950
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>-246</b>	<b>537</b>	<b>2 756</b>	<b>3 442</b>	<b>4 272</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture <sup>(2)</sup>	-344	415	1 565	2 244	3 008
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	40	58	551	552	626
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	58	64	640	646	639
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>679</b>	<b>154</b>	<b>2 901</b>	<b>2 633</b>	<b>2 495</b>
Aide économique et financière au développement	557	84	1 100	929	932
Solidarité à l'égard des pays en développement	121	70	1 801	1 704	1 563
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>199</b>	<b>446</b>	<b>2 432</b>	<b>2 433</b>	<b>2 506</b>
Liens entre la Nation et son armée	0	4	41	40	35
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	194	438	2 296	2 297	2 377
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	4	4	96	96	94
<b>COHESION DES TERRITOIRES <sup>(3)</sup></b>	<b>841</b>	<b>1 090</b>	<b>17 717</b>	<b>17 826</b>	<b>18 715</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	124	314	2 075	2 099	1 963
Aide à l'accès au logement	522	522	14 346	14 346	15 515
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	172	160	694	685	611
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-9	43	152	240	211
Interventions territoriales de l'Etat	20	5	49	56	47
Politique de la ville	12	46	400	399	368
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>52</b>	<b>60</b>	<b>664</b>	<b>665</b>	<b>645</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	34	40	406	404	388
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	20	215	218	215
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>213</b>	<b>249</b>	<b>2 976</b>	<b>2 913</b>	<b>2 850</b>
Patrimoines	82	75	900	898	877
Création	49	58	850	796	784
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	82	116	1 225	1 219	1 188
<b>DEFENSE</b>	<b>6 974</b>	<b>3 379</b>	<b>45 681</b>	<b>43 287</b>	<b>42 259</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	259	52	1 435	1 395	1 371
Préparation et emploi des forces	1 256	864	8 729	8 963	8 536
Soutien de la politique de la défense	2 154	1 919	23 034	22 919	22 348
Equipement des forces	3 305	544	12 483	10 010	10 005
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>106</b>	<b>143</b>	<b>1 337</b>	<b>1 386</b>	<b>1 379</b>
Coordination du travail gouvernemental	69	83	615	635	628
Protection des droits et libertés	6	7	92	93	90
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	32	53	630	658	661



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2018		Cumul à fin décembre 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>799</b>	<b>1 577</b>	<b>13 086</b>	<b>13 517</b>	<b>12 366</b>
Infrastructures et services de transports	304	762	4 950	5 399	4 628
Affaires maritimes <sup>(2)</sup>	39	47	160	163	168
Paysages, eau et biodiversité	9	17	150	151	266
Expertise, information géographique et météorologie	5	4	512	507	494
Prévention des risques	14	23	795	793	595
Energie, climat et après-mines	26	90	443	503	636
Service public de l'énergie	165	384	3 096	2 977	2 544
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	237	250	2 980	3 025	3 035
<b>ECONOMIE</b>	<b>323</b>	<b>178</b>	<b>2 022</b>	<b>1 812</b>	<b>3 478</b>
Développement des entreprises et régulations <sup>(2)</sup>	110	128	981	951	2 585
Plan "France Très haut débit"	159	-11	159	-11	8
Statistiques et études économiques	39	38	457	449	448
Stratégie économique et fiscale	15	24	425	423	436
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>1 483</b>	<b>1 483</b>	<b>41 679</b>	<b>42 119</b>	<b>42 351</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1 369	1 369	41 541	41 541	41 697
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	4	4	45	45	35
Epargne	10	10	101	101	97
Majoration de rentes	0	0	142	142	261
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	100	100	100	100	87
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-250	190	174
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 810</b>	<b>6 058</b>	<b>71 658</b>	<b>71 661</b>	<b>70 326</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 838	1 841	22 001	22 001	21 561
Enseignement scolaire public du second degré	2 765	2 792	32 916	32 917	32 432
Vie de l'élève	319	447	5 418	5 418	5 167
Enseignement privé du premier et du second degrés	604	612	7 564	7 565	7 477
Soutien de la politique de l'éducation nationale	192	229	2 327	2 331	2 292
Enseignement technique agricole	91	136	1 430	1 430	1 396
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>895</b>	<b>986</b>	<b>10 774</b>	<b>10 762</b>	<b>10 927</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	708	730	8 104	8 020	8 057
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	62	105	931	1 009	1 161
Facilitation et sécurisation des échanges	122	132	1 536	1 531	1 516
Fonction publique	3	18	203	202	194
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>108</b>	<b>235</b>	<b>1 524</b>	<b>1 555</b>	<b>1 461</b>
Immigration et asile	104	199	1 221	1 252	1 272
Intégration et accès à la nationalité française	4	36	303	303	189
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>709</b>	<b>44</b>	<b>4 004</b>	<b>1 113</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	650	143	0
Valorisation de la recherche	625	10	2 370	227	0
Accélération de la modernisation des entreprises	84	34	984	744	0
<b>JUSTICE</b>	<b>715</b>	<b>832</b>	<b>8 453</b>	<b>8 606</b>	<b>8 242</b>
Justice judiciaire	280	293	3 354	3 432	3 289
Administration pénitentiaire	323	394	3 405	3 498	3 398
Protection judiciaire de la jeunesse	65	82	836	825	812
Accès au droit et à la justice	9	11	430	430	379
Conduite et pilotage de la politique de la justice	39	51	424	417	360
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	4	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>30</b>	<b>46</b>	<b>515</b>	<b>547</b>	<b>549</b>
Presse et médias	30	36	264	280	275
Livre et industries culturelles	0	11	252	268	274
<b>OUTRE-MER</b>	<b>348</b>	<b>328</b>	<b>2 217</b>	<b>2 114</b>	<b>2 030</b>
Emploi outre-mer	171	178	1 433	1 430	1 297
Conditions de vie outre-mer	177	149	784	684	733



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2018		Cumul à fin décembre 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>992</b>	<b>992</b>	<b>991</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>355</b>	<b>665</b>	<b>27 474</b>	<b>27 579</b>	<b>27 203</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	134	154	13 421	13 404	13 133
Vie étudiante	24	264	2 644	2 651	2 644
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	26	29	6 650	6 697	6 598
Recherche spatiale	0	0	1 598	1 598	1 453
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	76	46	1 744	1 718	1 903
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	74	133	794	886	864
Recherche duale (civile et militaire)	0	8	175	175	167
Recherche culturelle et culture scientifique	1	2	111	111	113
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	29	339	340	330
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>180</b>	<b>275</b>	<b>6 448</b>	<b>6 448</b>	<b>6 330</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	125	151	4 247	4 247	4 075
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	824	824	828
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	55	55	1 377	1 377	1 427
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>178</b>	<b>274</b>	<b>3 687</b>	<b>3 572</b>	<b>3 305</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	147	241	3 496	3 305	2 846
Concours spécifiques et administration	31	33	191	267	459
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>6 992</b>	<b>7 010</b>	<b>125 727</b>	<b>125 711</b>	<b>112 573</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 216	7 232	110 022	110 005	99 909
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	-224	-222	15 705	15 707	12 664
<b>SANTE</b>	<b>54</b>	<b>76</b>	<b>1 336</b>	<b>1 338</b>	<b>1 225</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	6	28	425	427	414
Protection maladie	48	48	911	911	812
<b>SECURITES</b>	<b>1 612</b>	<b>1 658</b>	<b>20 532</b>	<b>19 884</b>	<b>19 494</b>
Police nationale	924	912	10 809	10 596	10 301
Gendarmerie nationale	657	695	8 916	8 735	8 651
Sécurité et éducation routières	1	6	38	39	35
Sécurité civile	31	45	769	515	507
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>630</b>	<b>1 412</b>	<b>19 826</b>	<b>19 847</b>	<b>19 054</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	547	948	6 987	6 986	6 546
Handicap et dépendance	11	379	11 332	11 333	10 979
Egalité entre les femmes et les hommes	1	3	29	29	22
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	71	82	1 477	1 499	1 506
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>22</b>	<b>94</b>	<b>962</b>	<b>936</b>	<b>854</b>
Sport	17	19	343	328	314
Jeunesse et vie associative	6	73	561	560	540
Jeux olympiques et paralympiques 2024 <sup>(1)</sup>	0	1	58	48	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>-987</b>	<b>1 533</b>	<b>11 709</b>	<b>14 949</b>	<b>16 993</b>
Accès et retour à l'emploi	-1 426	703	4 862	7 477	9 149
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	382	769	6 026	6 724	7 111
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	140	72	84
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	60	680	676	649
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>29 429</b>	<b>31 279</b>	<b>456 833</b>	<b>455 433</b>	<b>440 732</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>22 437</b>	<b>24 269</b>	<b>331 106</b>	<b>329 722</b>	<b>328 159</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2018

<sup>(2)</sup> Changement de libellé en LFI 2018

<sup>(3)</sup> Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois	Cumul à fin décembre			
		Décembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.					
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>3 394</b>	<b>79 215</b>	<b>77 622</b>	<b>77 622</b>	
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>-862</b>	<b>3 407</b>	<b>3 222</b>	<b>3 222</b>	
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>17 210</b>	<b>65 320</b>	<b>66 097</b>	<b>66 097</b>	
Impôt sur les sociétés	16 872	63 976	64 773	64 773	
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	337	1 344	1 324	1 324	
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>498</b>	<b>11 235</b>	<b>15 720</b>	<b>13 119</b>	
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	43	864	1 017	1 017	
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	-17	4 192	3 707	3 707	
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	1	1	
Impôt sur la fortune immobilière <sup>(2)</sup>	57	1 900	5 067	5 067	
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0	
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	135	80	80	
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	2	16	16	
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	20	24	24	
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	28	30	30	
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	79	75	75	
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	
Taxe sur les surfaces commerciales	1	198	286	286	
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	4	4	4	
Prélèvements de solidarité <sup>(1)</sup>	100	2 763	2 567	0	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	4	4	
Recettes diverses	301	1 047	2 843	2 809	
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 722</b>	<b>13 691</b>	<b>10 482</b>	<b>11 114</b>	
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>18 490</b>	<b>211 656</b>	<b>203 361</b>	<b>205 751</b>	
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>3 501</b>	<b>36 608</b>	<b>32 044</b>	<b>31 280</b>	
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	128	706	449	449	
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	161	169	169	
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1	
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	18	25	25	



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	532	2 678	2 273	2 273
Mutations à titre gratuit par décès	1 453	13 492	10 557	10 557
Contribution de sécurité immobilière	66	736	701	701
Autres conventions et actes civils	54	508	466	466
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	47	497	437	437
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	18	217	184	184
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	26	206	239	239
Timbre unique	39	355	382	382
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	432	9 982	9 523	9 523
Autres droits et recettes accessoires	0	21	4	4
Amendes et confiscations	3	38	39	39
Taxe générale sur les activités polluantes	100	749	640	192
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	179	175	175
Autres droits et recettes à différents titres	70	72	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	47	40	40
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	53	52	52
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	24	24
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	27	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	400	2 359	2 331	2 246
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	27	746	741	741
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	42	431	435	435
Prélèvement sur les paris sportifs	51	462	338	302
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	62	56	56
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	-84	774	661	661
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	6	6	5	5
Autres taxes	61	427	489	295
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>43 952</b>	<b>421 132</b>	<b>408 549</b>	<b>408 206</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>36 942</b>	<b>295 421</b>	<b>295 976</b>	<b>295 633</b>



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>1 018</b>	<b>5 557</b>	<b>5 440</b>	<b>5 440</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	542	3 235	3 329	3 329
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	483	576	576
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	476	1 808	1 535	1 535
Autres dividendes et recettes assimilées	0	32	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>955</b>	<b>2 277</b>	<b>2 308</b>	<b>2 308</b>
Revenus du domaine public non militaire	2	169	107	107
Autres revenus du domaine public	0	8	169	169
Revenus du domaine privé	90	141	1	1
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	786	974	979	979
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	75	973	982	982
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	60	60
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	12	11	11
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>436</b>	<b>1 528</b>	<b>1 118</b>	<b>1 118</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	105	426	423	423
Autres frais d'assiette et de recouvrement	64	766	616	616
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	38	60	60
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	266	294	14	14
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>121</b>	<b>521</b>	<b>445</b>	<b>445</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	14	83	88	88
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	5	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	5	16	24	24
Intérêts des autres prêts et avances	28	68	103	103
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	3	189	186	186
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	13	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	64	147	25	25



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>552</b>	<b>1 503</b>	<b>1 907</b>	<b>1 907</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	487	532	484	484
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	178	516	516
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	40	79	79
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	4	13	10	10
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	57	718	795	795
Frais de poursuite	1	10	10	10
Frais de justice et d'instance	1	10	11	11
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	2	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>1 149</b>	<b>2 499</b>	<b>2 600</b>	<b>2 600</b>
Reversements de Natixis	0	0	40	40
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	433	433	327	327
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	575	575	618	618
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	244	242	242
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	25	240	232	232
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	1	1	6	6
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	11	8	8
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	6	6
Récupération d'indus	8	30	30	30
Recouvrements après admission en non-valeur	11	130	139	139
Divers versements de l'Union européenne	0	6	13	13
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	41	19	19
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	26	30	30
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	1	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	39	297	293	293
Produits divers	11	216	406	406
Autres produits divers	32	222	170	170
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>4 230</b>	<b>13 886</b>	<b>13 818</b>	<b>13 818</b>





	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 158</b>	<b>-40 325</b>	<b>-39 844</b>	<b>-43 781</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 037	-26 974	-26 941	-30 877
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-4	-9	-12	-12
<b>Dotation</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-20	-44	-44
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-691	-5 519	-5 009	-5 009
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-77	-2 061	-1 981	-1 981
<b>Dotation</b> élu local	0	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-56	-47	-47
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	-15	-500	-500	-500
<b>Dotation</b> départementale d'équipement des collèges	-5	-326	-326	-326
<b>Dotation</b> régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotation</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-252	-3 057	-3 099	-3 099
<b>Dotation</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-36	-525	-533	-533
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	-50	-50
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
<b>Dotation</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-8	-99	-83	-83
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	-7	-7	-7
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-13	-333	-389	-389
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-87	-82	-82
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-18	-18	-9	-9
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 168</b>	<b>-20 645</b>	<b>-16 380</b>	<b>-16 380</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 326</b>	<b>-60 970</b>	<b>-56 224</b>	<b>-60 161</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	397	4 231	3 861	3 861
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	31	278	276	276
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>429</b>	<b>4 508</b>	<b>4 137</b>	<b>4 137</b>





unité : million d'€.

	Mois de décembre		Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>7 675</b>	<b>5 762</b>	<b>74 445</b>	<b>77 407</b>	<b>74 609</b>	<b>78 690</b>	<b>165</b>	<b>1 283</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	123	43	551	295	597	352	46	57
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	592	-11	1 466	1 362	1 463	1 528	-4	165
Développement agricole et rural	1	3	131	129	137	133	5	4
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	49	31	349	343	377	378	27	35
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	300	19	1 690	1 635	1 704	1 596	14	-39
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	161	27	481	518	370	433	-110	-85
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	148	183	148	183
Participations financières de l'Etat	505	71	3 992	8 663	2 612	7 912	-1 380	-751
Pensions	5 360	5 578	58 505	57 708	59 963	59 646	1 458	1 938
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	278	0	708	401	649	408	-59	7
Transition énergétique	306	0	6 571	6 353	6 590	6 121	18	-232
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>11 484</b>	<b>19 903</b>	<b>124 104</b>	<b>120 672</b>	<b>124 724</b>	<b>120 935</b>	<b>619</b>	<b>263</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1 808	7 713	14 996	14 174	15 099	14 227	103	53
Avances à l'audiovisuel public	325	1 311	3 895	3 931	3 895	3 930	0	0
Avances aux collectivités territoriales	9 114	10 018	103 930	102 074	104 512	102 235	582	161
Prêts à des Etats étrangers	222	861	1 216	493	1 182	392	-34	-101
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	15	0	68	0	36	151	-31	150
<b>Comptes de commerce</b>	<b>905</b>	<b>1 983</b>	<b>47 001</b>	<b>48 222</b>	<b>46 982</b>	<b>52 182</b>	<b>-19</b>	<b>3 959</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	107	50	703	619	660	620	-43	1
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	19	17	172	167	169	172	-3	5
Couverture des risques financiers de l'Etat	238	238	1 341	2 132	1 341	2 132	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	32	63	604	600	571	619	-33	19
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	37	1 424	43 298	43 781	43 323	43 806	25	25
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	6	6	10	8	4	2
Opérations commerciales des domaines	4	5	45	43	70	71	25	29
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	5	26	25	27	27	1	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	-1	0	1	0	0	0	-1
Soutien financier au commerce extérieur	466	181	805	848	811	4 726	5	3 877
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>305</b>	<b>776</b>	<b>1 170</b>	<b>2 518</b>	<b>3 522</b>	<b>1 850</b>	<b>2 352</b>	<b>-667</b>
Emission des monnaies métalliques	13	21	167	162	230	253	64	91
Opérations avec le Fonds Monétaire International	276	750	978	2 287	3 271	1 563	2 293	-725
Pertes et bénéfices de change	15	5	25	69	21	35	-5	-34
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>20 369</b>	<b>28 424</b>	<b>246 720</b>	<b>248 818</b>	<b>249 837</b>	<b>253 657</b>	<b>3 117</b>	<b>4 839</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>20 092</b>	<b>27 674</b>	<b>245 741</b>	<b>246 531</b>	<b>246 566</b>	<b>252 094</b>	<b>824</b>	<b>5 564</b>



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2018
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	431	-64	367
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	51	480
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>870</b>	<b>-13</b>	<b>857</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	2 304	198	2 502
	Départements	6 292	913	7 206
	Communes	24 371	1 278	25 649
	HLM	343	-33	310
	Autres	23 822	1 456	25 278
	<b>Total CEPL</b>	<b>57 132</b>	<b>3 811</b>	<b>60 944</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 103</b>	<b>76</b>	<b>5 179</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	470	11 886
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	1 253	5 462
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	383	3 615
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	147	1 318
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>20 029</b>	<b>2 253</b>	<b>22 282</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>9 155</b>	<b>3 208</b>	<b>12 362</b>
	<b>Union européenne</b>	<b>3 767</b>	<b>-1 624</b>	<b>2 143</b>
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>			
Fonds et Fondations	56	-4	52	
GIP	780	-4	777	
EPLF	2 371	152	2 523	
Autres correspondants	7 745	2 044	9 789	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-2	47	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>11 001</b>	<b>2 186</b>	<b>13 187</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>107 058</b>	<b>9 896</b>	<b>116 954</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	4	22
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>22</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>107 076</b>	<b>9 900</b>	<b>116 976</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>107 075</b>	<b>9 900</b>	<b>116 976</b>



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2018
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 686 132</b>	<b>70 287</b>	<b>1 756 420</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 559 659</b>	<b>83 860</b>	<b>1 643 520</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	83 860	1 643 520
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 357 885	66 014	1 423 899
- <i>taux variable</i>	181 658	13 104	194 761
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>126 473</b>	<b>-13 573</b>	<b>112 900</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	-13 573	112 900
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>7 169</b>	<b>-420</b>	<b>6 748</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 693 301</b>	<b>69 867</b>	<b>1 763 168</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

### Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

### Comptes spéciaux

#### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

### Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

### Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

### Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

### Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

### FMI : Fonds Monétaire International

### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

### R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

### Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.